



N/Réf : 19/04/SG/2021

★ Mobiliser pour Construire ★

**ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE**  
**Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party**  
**( ACTUS/prpe)**

E-mails : [actus\\_pr@yahoo.com](mailto:actus_pr@yahoo.com) [actus-prpe@club-internet.fr](mailto:actus-prpe@club-internet.fr)

Le 19 Avril 2021

**Tchad : Le peuple insurgé avec le FACT, lancent une nouvelle offensive de libération contre la dictature du Déby soutenue par l'impérialisme français depuis 30 ans.**

## **Déclaration de soutien militant et de solidarité de l'ACTUD/prpe à l'insurrection armée des Forces de résistance nationale du FACT.**

Le 11 avril 2021 marquera une n-ième fois l'offensive militaire du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (**FACT**), une composante des Forces armées de résistance nationale, légitime bras armé des masses populaires assassinées, pillées, humiliées par le **Dictateur Maréchal Président Idriss Déby** au pouvoir absolu depuis **30 longues années ininterrompues**. Partis de la frontière libyenne à l'extrême du Tchad, les vaillants patriotes résistants du **FACT** dirigé par le Camarade **Mahamat Mahadi Ali** remportent des victoires éclatantes sur la soldatesque du Dictateur Maréchal Président Idriss Déby. Plusieurs localités sont désormais tombées sous leur contrôle (Zouarké, Gouri, Wour, Mao, Ziguey...)

Les avions militaires des troupes françaises basées au Tchad bombarderont-ils une nouvelle fois les patriotes résistants pour sauver le trône du tyran ?

La France démocratique fait au Tchad l'**apologie de l'une des plus criminelles dictatures au monde depuis 30 ans**, contre la volonté des masses populaires en lutte, les armes à la main pour la liberté et la démocratie. Aucun peuple au monde n'accepterait jamais de vivre l'enfer dans lequel vit le peuple tchadien et de surcroît le peuple français héritier de la Révolution de 1789.

Ce comportement abominable des gouvernements français successifs, ne peut qu'engendrer un profond dégoût et une colère légitime des victimes.

Notre Parti, **ACTUS/prpe** réitère solennellement pour la n-ième fois notre solidarité militante et soutien indéfectible aux vaillants patriotes résistants du **FACT** dans cette **lutte de libération de notre peuple martyr du Dictateur Maréchal Président Idriss Déby, imposé et soutenu militairement depuis 30 ans par l'impérialisme français**. En effet, le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby, **progéniture de la Françafrique**, est installé au pouvoir par la DGSE (services secrets français) le 1 décembre 1990. [Source : Antoine Glaser, « *AfricaFrance, quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu* », Editions, Fayard, Paris 2014].

N'ayant jamais remporté aucune élection de manière démocratique et transparente, ce grand spécialiste des hold up électoraux, et usurpateur du pouvoir, ne bénéficie par conséquent d'aucune



légitimité du peuple. Il vient une nouvelle fois, d'organiser une pseudo élection présidentielle le 11 avril 2021 où il choisira incontestablement son score fleuve et son passage en force dès le premier tour. Le rituel de cette tragi-comédie électorale est désormais codifié. Pour les masses populaires tchadiennes **le régime du tyran squatteur du palais rose est par conséquent illégitime et illégal.**

Le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby est depuis 30 ans l'inauvivable **élu de l'impérialisme français qui l'impose militairement au peuple tchadien.** En effet, rappelons que les masses populaires tchadiennes insurgées ont durant ces trois décennies **pris les armes pour se libérer de cette dictature, mais hélas, les troupes d'occupation de l'armée coloniale française basées dans le pays interviennent en exterminant les vaillants patriotes combattants des mouvements des Forces de résistance nationales.** Ces interventions militaires ou expéditions coloniales punitives de l'armée française contre les Forces de résistance en **2006,2008, 2009, 2019...** sont des preuves, si besoin en est, que l'impérialisme français fait **l'apologie de la dictature au Tchad,** en noyant dans le sang les insurrections populaires par des bombardements et soutien logistiques au tyran.

Les faits susmentionnés montrent à suffisance que l'impérialisme français s'oppose farouchement au droit inaliénable, à la volonté ardente de **liberté** et de **démocratie** du peuple tchadien **Les masses populaires tchadiennes prennent acte de cette déclaration de guerre de l'impérialisme français contre elles.**

Nous gardons encore en mémoire le carnage effroyable de l'intervention de l'armée français de 3 février 2008 contre les combattants patriotes résistants des mouvements politico-militaires (**UFFD, UFR, UDC, RFC, UFDDF**, réunis au sein de l'Alliance nationale (**AN**).

Les vaillants patriotes des Forces de résistance nationale parties depuis leurs basses à l'Est du Tchad proche de la frontière soudanaise, ont investi la capitale N'Djaména à 800 kms de leur état major. Le palais rose présidentiel fut encerclé. Le dictateur Général Président d'alors tremblait comme une feuille morte dans sa chambre, implorant tous les dieux de l'épargner d'une mort certaine.

Il réalisa subitement que sa capture par le bras armé du peuple tchadien et surtout les traitements qui lui seront infligés par le tribunal populaire, seront contrairement à ceux qu'il administrait avec un cynisme inouï depuis 30 ans au peuple tchadien, plus raffinés et proportionnels aux crimes contre l'humanité.

Le peuple tchadien en liesse accueillait avec soulagement et faste les héroïques combattants libérateurs. Cependant, hélas, l'impérialisme français qui dans son ADN porteur du gène d'«asservissement» des peuples de son pré-carré d'Afrique, a une nouvelle fois sauvé le tyran. L'espoir du peuple tchadien de conquérir sa liberté, d'instaurer la démocratie, valeurs qu'incarnaient les Forces de résistance, sont une nouvelle fois brisées par l'intervention des forces spéciales françaises (unités d'élites) du COS : le bilan fut très lourd car nos Camarades résistants patriotes furent exterminés. *[Cf. Journal La Croix du 10 février 2008]*

Se faire massacrer chez soi par une armée d'occupation pour le droit d'exiger de vivre libre, est un crime contre l'humanité. Notre peuple victime de cette volonté coloniale ne l'acceptera jamais, et qu'importe le temps que durera cette guerre injuste qui nous est imposée, nous la mènerons jusqu'à la victoire finale.

**Notre victoire est certaine car notre lutte armée est une légitime défense, une réaction**



## idoine à la guerre que le tyran Idriss Déby et l'impérialisme français nous imposent depuis 30 ans.

Les combattants des Forces de résistance ne sont pas des terroristes, ni mercenaires. Ce sont des **Libérateurs**, des patriotes résistants qui luttent contre le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby, le petit nazillon tropical africain.

Pendant la période de l'occupation de la France par les troupes nazies d'Hitler, des milliers de français de l'hexagone et les africains des colonies ont résisté héroïquement les armes à la main contre la dictature de l'occupant nazi. La farouche volonté de préserver la liberté, la dignité, l'honneur et la démocratie, galvanisa les FFI (Forces françaises de l'intérieur) et les combattants africains appelés communément «Tirailleurs sénégalais».

Ces combattants de la libération et pour la démocratie étaient-ils qualifiés de «terroristes» par le peuple français? Evidemment, non. Ce Sont des **Libérateurs**. Ils étaient honorés de leur vivant ou à titre posthume pour certains. Leurs sacrifices et luttes les ont portés sur les fonts baptismaux de l'Histoire de France libérée du nazisme. Tels furent les cas du Général De Gaulle, Leclerc, maréchal de Lattre de Tassigny, Chaban Delmas, Colonel Fabien, Félix Eboué, Colonel Henri Rol-Tanguy, Raphaël Onana, l'adjudant Bourama Dieme, Yora Comba, Moussa Dana, capitaine Charles N'Tchoréré, Général Jacques Doumro, Addi Bâ, tous les anonymes nord africains, sud africains, australiens, canadiens, néo-zélandais... [Sources : (Pierre Miquel, *Compagnons de la Libération*, Paris, Denoël, 1995), (Henri Weill, *Les Compagnons de la Libération*, Toulouse, Privat, 2006), (Musée de l'Ordre de la Libération), Rfi]

Le peuple tchadien martyr, humilié, spolié, massacré quotidiennement depuis trois décennies devrait-il croiser les bras au nom d'un pacifisme béat et crédule? au nom du respect de la prétendue légalité démocratique et de la légitimité ? Il de notoriété publique que le régime du tyran squatteur du palais n'est légitime, ni légal car il a pris le pouvoir à la faveur du coup d'état de décembre 1990 soutenu par la France. Depuis 30 ans, il conserve le trône par la terreur, coercition et assassinats des tchadiens, le tout agrémenter par des hold-up électoraux qui sont son sport favori.

Dans une interview accordée au « Monde », RFI et TV5, le tyran Déby, bon soldat de l'impérialisme français confirme son illégitimité, son illégalité et sa qualité de pantin à la tête de l'état tchadien : [«J'aurais souhaité m'arrêter en 2006 après mon second mandat. J'aurais alors cédé le pouvoir. Mais la guerre a éclaté. Des mercenaires ont attaqué N'Djamena. Et alors que je ne le voulais pas, la France est intervenue pour changer la Constitution» « Il y a un constitutionnaliste dont je ne connais même pas le nom qui est venu ici. J'ai dit que je ne voulais pas changer la Constitution mais ils sont passés par leurs arcanes et ont changé la Constitution »] (Monde du 25 juin 2017).

Il conviendrait de souligner, l'incompétence caractérisée, la légèreté déconcertante avec laquelle le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby traite les dossiers du pays.

Quel déshonneur pour le président d'un pays ! C'est ce qui explique en partie le mépris et le manque de peu considérations de tous les Présidents français à l'égard de leurs homologues africains (**Gouverneurs délégués généraux de la France en Afrique**).

Les peuples africains insurgés ont quant à eux le sens de la dignité et de l'honneur. Ils ont le devoir et le droit de refuser de porter le poids de cette honte en se débarrassant de ces pantins.



Nous disons NON, NON et NON, car soutenir de telles thèses, c'est incontestablement militer pour pérenniser le pouvoir absolu du Dictateur Maréchal Président Idriss Déby par conséquent être de facto complice des crimes contre l'humanité qu'il continue imperturbablement. de perpétrer.

Quel peuple au monde, quel être humain psychologiquement et moralement constitué accepterait de voir un humain, les siens ou lui-même se faire massacrer sans vouloir les défendre ou se défendre ? Ceux qui soutiennent de telles incongruités assimilent le peuple tchadien à des sous hommes incapables de réfléchir aux solutions efficaces à apporter aux problèmes de son existence. C'est le déni d'existence au peuple tchadien.

Le peuple tchadien n'est pas initiateur d'une quelconque guerre, c'est, le tyran Déby qui mène depuis 30 ans une guerre d'extermination dont le bilan provisoire s'élèverait à déjà à 30000 morts. en 25 ans de pouvoir. [Sources : Makaila Blog over du 15.05.2015, Rapport d'Amnesty International 2014-2015, N'Djamena Bi-Hebdo].

Inverser les rôles c'est faire preuve de malhonnêteté intellectuelle caractérisée. C'est le peuple tchadien qui est victime. Il exerce par conséquent son droit de légitime défense que lui reconnaissent la constitution tchadienne et les déclarations internationales sur les droits de l'homme et des peuples :

► face à cette « machine infernale » à broyer les vies humaines la **résistance armée** des Forces de résistance nationale **légitime et légale** comme le mentionne le **préambule** de la **Constitution** de la république du Tchad de 1996 : « **notre droit et notre devoir de résister et de désobéir à tout individu ou groupe d'individus, à tout corps d'Etat qui prendrait le pouvoir par la force ou l'exercerait en violation de la Constitution** »

► la **Déclaration universelle d'Alger** des droits des peuples du 04 juillet 1976 des pays non-alignés, stipule notamment en ses articles 5 et 6 : « **Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine son statut politique en toute liberté, sans aucune ingérence étrangère extérieure** », « **Tout peuple a le droit de s'affranchir de toute domination coloniale ou étrangère directe ou indirecte et de tout régime raciste** ».

► au regard de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de l'ONU adoptée le 10 décembre 1948 à Genève, force est de constater que les l'oligarchie dirigeante de la Françafrique constituée des dictateurs des états du pré-carré francophone d'Afrique et les dirigeants français successifs, constituent une oligarchie criminelle qui viole les pertinentes dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 7 ci-dessous :

**Article 1.** Tous les êtres humains naissent **libres et égaux en dignité et en droits**. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

**Article 3.** Tout individu a **droit à la vie**, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

**Article 4.** Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

**Article 5.** Nul ne sera soumis à la **torture**, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

**Article 7.** Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.



Face au déni de démocratie au peuple tchadien par le **Gouverneur-délégué général de la France au Tchad**, en l'occurrence le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby, les vaillants patriotes résistants du **FACT** ripostent énergiquement par cette offensive militaire le même jour de cette kermesse électorale du MPS le parti présidentiel, mais qui fut par ailleurs massivement boycottée par les masses populaires tchadiennes.

De ce qui précède, il est incontestable que la lutte armée de libération du peuple tchadien est légitime et légale. Elle s'inscrit dans la pure tradition de l'évolution des luttes populaires pour la démocratie et la liberté. Pourquoi l'impérialisme français s'obstine à dénier ce droit aux peuples de son pré-carré africain y compris le Tchad ?

Il serait utile de rappeler que les révolutions américaine de 1775, française de 1789, russe de 1917, chinoise de 1949...ont un dénominateur commun : **l'insurrection armée** des peuples contre les régimes politiques en place pour conquérir **l'indépendance, la liberté** et la **gestion de la cité**.

**Aux armes peuple tchadien pour ta liberté, la démocratie et la gestion de tes ressources naturelles pour ton bien-être économique et social.**

Bon soldat de l'impérialisme français, le tyran Déby exécute servilement et scrupuleusement les ordres et missions que lui confient tous les gouvernements français, ses protecteurs depuis 30 ans. En contrepartie, il bénéficie du ferme soutien inconditionnel, multiforme, lui assurant la pérennité de son pouvoir.

Sous le fallacieux prétexte d'allié incontournable de la France dans sa lutte contre le terrorisme islamiste dans le Sahel, les gouvernements français accordent l'impunité au dictateur Déby de tuer à satiété le peuple tchadien. Cette complicité de crimes contre l'humanité est insupportable. Le peuple tchadien meurtri devrait-il se laisser consumer ou continuer à vivre cet enfer ?

La réponse est évidemment : NON, NIET, NICHT, NO car Les Forces de résistance du **FACT** viennent de le concrétiser sur le terrain par une persée militaire foudroyante dans le nord du pays. La bataille héroïque du bras armé du peuple fait rage. Selon certaines informations, le Chef d'état Major de l'Armée de terre aurait été tué.

Le peuple martyr du Tchad exhorte vivement à l'unité d'action militaire concomitante de tous les composants des Forces de résistance nationale dont la synergie conduira à la mise hors d'état de nuire du tyran squatteur du palais rose, de son système criminel et prédateur.

Nous lançons ici un appel solennel à tous les militaires Soldats, Sous-officiers, et Officiers de l'Armée nationale tchadienne de rejoindre vos frères d'Armes des **FACT** ou d'autres **Forces de résistances**(**UFDD,UFR, UFDDFCCMSR, FNDJT,UMDD,UNC...**) qui se prépareront activement pour livrer la mère des **batailles de libération finale** du peuple tchadien de la tyrannie du Dictateur Maréchal Président Idriss Déby, vieille de 3 décennies.

**Soldats, Sous-officiers, et Officiers** aucune famille au Tchad n'a été épargnée par la folie meurtrière du tyran Déby. Il a déjà à son palmarès macabre provisoire, les assassinats de plus de 30000 compatriotes. Ce personnage criminel un fou de pouvoir, tient à le conserver au prix de l'extermination de nos parents, frères, sœurs. Rejoindre les rangs des Forces de résistances



nationale, c'est choisir le camp du peuple, c'est épargner les vies humaines, c'est enfin épouser la cause du peuple.

Choisir le camp des force de résistance nationale, c'est aussi refuser de mourir pour ce Maréchal autoproclamé qui considère depuis 30 ans les richesses du Tchad, l'ensemble du pays comme sa propriété privée et les tchadien(n)es ses sujet esclaves.

La garantie ou l'assurance tous risques accordée par l'impérialisme Français au Dictateur Maréchal Président Idriss Déby en fait de lui un complice de ces **crimes contre notre peuple**. Citons **cinq** parmi la longue liste qu'il serait fastidieux de dérouler dans la présente déclaration :

- 1- la prédation insatiable des ressources nationales par son clan. En effet, selon le Député de l'opposition Ngarléjy Yorongar, « **Le plus pauvre membre du clan présidentiel disposerait d'une fortune estimée à 100 milliards de FCFA**. À chaque milliard volé, ce crime économique est célébré avec faste dans l'une des villas cossues du prédateur. [Tchadanthropus du 17 juin 2017, Tchad Today du 09 août 2014]
- 2- Pendant que la crise socio-économique déjà incommensurable décime par la faim, les maladies les masses populaires, pendant que les fonctionnaires sont privés de leurs salaires depuis plusieurs mois, les retraités et étudiants ne perçoivent ni pensions et bourses d'études..., le Dictateur Général-Président Déby et son clan poursuivent leur prédation du Trésor public afin d'assouvir leurs besoins matériels démesurés et caprices royaux. C'est ainsi que pour satisfaire sa libido gargantuesque et insatiable, le tyran Déby **a versé à la famille de sa jeune épouse Amani** (la 15<sup>ème</sup> selon le le Journal Afrique Éducation dans son numéro 366), une soudanaise âgée de 20 ans, **la dote sonante et trébuchante de 26 millions de dollars US, soit un montant de 13 milliards FCFA (97,5 millions de riyals saoudiens)**. [Source : Al-Riyadh 20 Janvier 2012].
- 3- Selon une enquête réalisée par le Groupe Intègre d'Internautes du Tchad (GIIT) en 2012, sur les villas appartenant au clan présidentiel dans la capitale N'Djaména, on dénombre **223 bijoux architecturaux dont la valeur totale serait estimée à plus de 175 milliards 800 millions FCFA**. Cette somme astronomique a été volée au peuple tchadien [Over Blog Makaila du 23 Avril 2012] .

Nonobstant les colossaux revenus du pétrole exporté depuis 2003, les exportations du coton, du bétail, de la gomme arabique... auxquelles s'ajoutent les aides financières des institutions internationales le Tchad est classé parmi les derniers pays les plus pauvres.

Le pétrole a rapporté entre 2004 et 2011 « **3000 milliards de francs CFA** » soit **4,5 milliards d'euros**. [Source : France Télévisions du 14.03.2012]

Selon la rapport 2019 l'IDH du Pnud : **187<sup>ème</sup> sur 189** pays, le taux de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle(IPM) :**85.7%**.

D'autres indicateurs confirment la situation catastrophique du pays : Le Tchad est classé



parmi les 20 pays les plus corrompus (**160<sup>ème</sup>** sur **180**) selon le classement 2020 de Transparency international. En matière de démocratie, le pays est classé **48<sup>ème</sup>** sur **50** en Afrique et **163<sup>ème</sup>** sur **166** au niveau mondial [Source : *Economist Intelligence Unit, 2020*]

- 4- l'extermination du peuple tchadien par le tyran est caractérisée par sa croissance exponentielle. Rien qu'en **25 ans de règne dictatorial** les estimations des Organisations de défense des droits de l'Homme(ODDH) s'élèvent à plus de **30000 morts dont des journalistes, des opposants politiques, des défenseurs des droits de l'homme** [Sources : *Makaila Blog over du 15.05.2015, Rapport d'Amnesty International 2014-2015, N'Djamena Bi-Hebdo*].

En 30 ans, le bilan macabre s'est alourdi car le tyran, squatter du palais rose de N'Djaména est insatiable dans sa soif de crimes et du sang des tchadiens.

L'impérialisme français imperturbablement avec un cynisme déconcertant persiste dans son soutien militaire et diplomatique au Dictateur Maréchal Président Idriss Déby.

- 5- Le 28 février 2021, le peuple tchadien a assisté à une scène irréaliste, révoltante et tragique. En effet, le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby a envoyé une unité de la garde présidentielle équipée des chars d'assaut encercler le domicile de l'opposant politique Yaya Dillo.

Le tyran reproche en réalité à ce dernier, qui a par ailleurs des liens de parenté avec lui, d'avoir commis le crime de lèse majesté de vouloir l'affronter démocratiquement dans les urnes à l'élection présidentielle du 11 avril 2021. Nonobstant l'invalidation de la candidature de l'opposant Yaya Dillo ordonnée à la CENI par le tyran, ce dernier insatisfait et fou furieux était déterminé à raccourcir l'opposant. C'est ainsi qu'il dépêcha l'armada militaire encercler la résidence de l'opposant. Yaya Dillo. Le bilan de cette expédition punitive est très lourd : **5 personnes furent froidement abattues afin de servir d'exemple. Parmi les morts figurent la maman de l'opposant très âgée et son fils âgé de 11 ans.** Telle est la « démocratie » made in Déby en **Débyland** ou **Débystan** un des états de la République de Françafrique où dont l'impérialisme français fait l'apologie de la dictature depuis 30 ans.

Diantre ! Cette abjection est insupportable. Face à un tel monstre effroyable, le peuple tchadien a le droit de résister y compris par les armes car c'est que question de survie d'une nation.

À la grande stupéfaction du peuple martyr du Tchad, le gouvernement français qui s'autoproclame défenseur de la démocratie et des droits de l'homme, n'a jamais condamné à ce jour les crimes ordonnés par le tyran Déby du 28 février 2021 au domicile de l'opposant Yaya Dillo.

Ces quatre faits démontrent déjà à suffisance que le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby n'aime pas le Tchad et son peuple. En revanche, il raffole des énormes richesses qu'il renferme et sa jeunesse est pour lui la chair à canon qu'il envoie sur les champs de guerres en monnayant à prix d'or leur participation et enfin pour garantir la pérennité de son pouvoir autocratique auprès de l'impérialisme français.

Au demeurant, il serait utile de rappeler que les gouvernements français successifs toujours prompts à condamner, voire prendre des sanctions économiques et diplomatiques à l'encontre de



certaines dirigeants indépendants qualifiés de «dictateurs», sont diabolisés pour la raison fondamentale qu'ils sont insoumis aux oukases et autres diktats de l'impérialisme occidental : ce fut le cas de la Libye du Colonel Kadhafi, et aujourd'hui c'est au tour de la puissante Fédération de Russie de Poutine et de la Syrie de Bachar Al Assad qui combat les groupes terroristes islamistes soutenus paradoxalement par certaines multinationales, les puissances impérialistes occidentales, dont la France et les Usa

Ces mêmes puissances impérialistes occidentales (France, Usa et Royaume unis) ont soutenu le mouvement terroriste islamiste CNT de Libye pour assassiner le Colonel Kadhafi. [ RT 16 févr. 2017, L'interview intégrale de Bachar al-Assad par Europe1 et TF1, Le Grand soir du 24 septembre 2014, Mediapart du 26.4.2018]

Pour l'impérialisme français, la horde de prédateurs criminels qu'elle impose aux peuples de son pré-carré d'Afrique, ne sont pas de dictateurs car soumis, serviles serviteurs du Maître et gardiens des intérêts néocoloniaux, et ce au prix des centaines de milliers des citoyens assassinés. Ces faits criminels sont insupportables. L'imposture intellectuelle en matière de la rhétorique des dirigeants sur la démocratie, laisse de marbre les masses populaires africaines qui continuent d'être assassinés par ces **Gouverneurs délégués généraux de la France en Afrique**.

Les masses populaires de la Françafrique et celles du Tchad ont le droit d'appliquer la légitime défense en utilisant tous les moyens pour se libérer de la tyrannie du Dictateur Maréchal Président Idriss Déby.

Tous les rapports annuels des ODDH nationaux et internationaux (Fidh, Amnesty international, Ltdh, Ctddh, Atpdh, Omct...) depuis 30 ans stigmatisent ces crimes et violations flagrantes des droits de l'homme. Perpétrés en toute impunité par le soldat discipliné de la Françafrique, le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby.

Les puissances impérialistes occidentales capitalistes, autoproclamées défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme, demeurent aphones et aveugles. En effet, leurs intérêts valent plus que les milliers de morts tchadiens et de surcroît africains.

**L'imposture intellectuelle verbale sur la prétendue défense de la démocratie** et des droits de l'homme en Afrique, répétée à satiété par ces puissances impérialiste occidentales, est mise à nu au Tchad par les faits criminels dûment constatés par les ODDH et vécus par les masses populaires tchadiennes.

Cette défense de la démocratie et des droits de l'homme est incontestablement à géométrie variable et d'essence raciste quand il s'agit des pays de la Françafrique où les dictateurs (**Gouverneurs délégués généraux de la France en Afrique**) sèment la désolation.

Tout personne dotée de la moindre humanité et d'honnêteté intellectuelle reconnaîtrait les incontestables faits tragiques suivants : **les masses populaires vivent un enfer dans le pré-carré français d'Afrique, l'arrière cour de la France qui est de surcroît à l'origine de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 laquelle a servi de base pour la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) est adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948.**

Cette imposture intellectuelle sur la démocratie universelle et **la politique criminelle de l'élite française dirigeante alliée aux dictateurs criminels africains**, exacerbent le **ressentiment fort**





légitime et croissant des populations victimes d'Afrique francophone à l'égard de la France. Cependant, il faudrait signaler que **les masses populaires africaines différencient les travailleurs français de cette sacro-sainte alliance criminelle, cette oligarchie mafieuse et défenseur du système capitaliste.** Cette caste malfaisante, ultra minoritaire dirigeante dépourvue de la moindre humanité est **au service du grand capital** (multinationales et groupe financiers qui pillent les richesses naturelles africaines, et exploitent les travailleurs l'hexagone. Cette coalition d'intérêts criminels est un flagrant déni d'existence ou de vie aux millions des peuples africains. Le droit à la vie est un droit fondamental.

Nous tenons ici à rendre un vibrant hommage à certains femmes et hommes politiques français(e)s qui heureusement, sont sensibles aux injustices et crimes commis contre les populations africaines et celles du Tchad suppliciées par le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby.

**Est-il encore besoin de rappeler les interventions, écrits et programmes électoraux des dirigeant(e)s candidat(e)s aux élections présidentielles françaises** qui condamnent avec fermeté les mêmes atrocités fustigées depuis des décennies par les victimes africaines de la **politique criminelle néocoloniale de la France en Afrique francophone ?**

Ces rares dirigeants politiques français opposés à l'impérialisme français et à la Françafrique dans leurs programmes politiques électoraux et de leurs partis respectifs sont : [Gorges Marchais , André Lajoinie, Robert Hue, Marie-George Buffet du **PCF**], [Arlette Laguiller, Nathalie Arthaud de **LO**], [Alain Krivine, Olivier Besancenot, Philippe Poutou de la **LCR** puis **NPA**], [Dominique Voynet , Noël Mamère du parti **Les Verts**], [Jean-Luc Mélenchon de **LFI** ]... [ *(Intervention du Député de LFI Jean-Luc Mélenchon en commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale le 2 mars 2021), ( Question N° 17383 du Député de la LFI M. François Ruffin), (Proposition de résolution Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le du 17 avril 2019 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'intervention militaire de la France au Tchad]*

Les programmes et/ou tracts de nombreux autres petits partis politiques français, dénoncent aussi avec véhémence la politique néocoloniale et criminelle de la France, alliée des présidents dictateurs dans le pré carré français d'Afrique (**PCOF, PRCF, URCF, Coordination communiste, Les Alternatifs, UTCL, Fédération anarchiste, AL, Communisme libertaire, OLS, UCL, PCI ...**

Le peuple tchadien martyrisé depuis 30 ans par le Tyran Maréchal Président Idriss Déby exprime à toutes ces personnalités politiques et leurs Partis respectifs notre profonde gratitude pour l'honnêteté intellectuelle, le courage politique et l'humanité dont ils ont fait preuve en condamnant la politique criminelle néocoloniale des Présidents français de la 5<sup>ème</sup> République contre les masses populaires africaines suppliciées des dictateurs invétérés africains, depuis De Gaulle à Emmanuel Macron en passant par le socialiste François Mitterrand.

Cette complicité de crimes contre l'humanité de l'impérialisme français au Tchad depuis 30 ans par son soutien militaire au Dictateur Maréchal Président Idriss Déby, jette de l'opprobre sur la patrie de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et meurtri les cœurs d'un peuple qui vit sous une chape de plomb. Quelle cruauté et mépris à l'égard d'un peuple à qui on dit de se taire, subir et enfin de mourir en silence ! Non, Non et Non ! Ça suffit !

Le peuple tchadien exerce son droit à la **légitime défense en se battant les armes à la main pour se libérer de la dictature**, d'hurler sa colère, d'exprimer par écrit sa profonde douleur contre cette injustice caractérisée qui nous est imposée par l'impérialisme français depuis 30 ans de



**Débycrature**, une arme de destruction massive du peuple tchadien au service de la Françafrique. Les masses populaires répondent à l'agresseur qui les assassine avec les armes par les armes en appliquant la loi de talion. « Déby i fatoucha kalamme, alga bass » ou « Déby a sangue doustoire da, a inga bass », la traduction littérale respectivement en langues tchadiennes arabe et sara « Déby provoque, déclenche sciemment des hostilités des problèmes, alors il a le retour du bâton ».

Quelle Femme et quel Homme doté(e) de la moindre honnêteté intellectuelle et d'humanité ne reconnaîtraient pas le calvaire que vit le peuple tchadien ?

**Le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby, c'est l'incarnation du mal tchadien et la Débycratie l'enfer au pays de Toumaï.**

**Aux armes citoyens tchadiens**, seul vaccin efficace contre la **Débytite**, une variante plus meurtrière de l'épidémie de la Françafrique qui sévit dans le pré-carré français d'Afrique depuis la naissance de la 5<sup>ème</sup> République française de De Gaulle et de Jacques Foccart surnommé «Monsieur Afrique».

La continuité des actes criminels perpétrés autrefois par le binôme ci-dessus, est aujourd'hui parfaitement assurée par le duo «**Macron-Le Drian**»

À titre d'exemple citons les bombardements des colonnes des forces de résistance nationales de l'UFR par l'armée française basée au Tchad du 3 au 6 février 2019. Ces patriotes résistants, bras armé du peuple fondaient sur la capitale afin de libérer notre peuple du Dictateur Général Président Idriss Déby au pouvoir depuis près de trois décennies. [Sources: *Libération* 8.02.2019, *La Croix* 04.02.2019, *Le figaro* 04.02.2019]

Le bilan fut très lourd car les colonnes de l'**UFR** que les officiels surnommaient « terroristes » pour justifier ce crime sont en réalité des opposants tchadiens arrimés connus de tous dont de nombreux anciens cadres de l'administration tchadienne, mieux encore le chef de l'UFR, **Timane Erdimi** est un neveu du tyran et son ancien collaborateur.

Empêchant toute expression démocratique et pacifique (le cas de l'opposant Yaya Dillo, cité ci-haut et dont la maman et le fils furent abattus), **rejetant toutes les propositions pertinentes de dialogue national inclusif**, le peuple tchadien n'a pas d'autres alternatives que celle de prendre les armes pour se libérer de la dictature. L'option armée est idoine car c'est la légitime défense pour **sauver les vies humaines** et **instaurer la démocratie**.

**Au demeurant il serait indispensable de rappeler que nous ne sommes pas des va-t-en guerre. En effet**, en notre qualité de Commissaire aux relations extérieures de la CMAP (Coordination des mouvements armés et partis politiques du Tchad) qui regroupaient 13 mouvements, nous avons dirigé une délégation venant de Paris et étions reçus 3 fois par le Président Idriss Déby.

Nous avons proposé au gouvernement un solide projet de paix pour l'organisation d'une **Conférence inclusive de paix**. Nous signâmes deux communiqués conjoints (Gouvernement-Cmap) avec Monsieur le Ministre des Affaires étrangères Mahamat Saleh Annadif les 18 décembre 2001 à N'Djaména et le 22. Septembre 2002 à Paris. Le principe et la nécessité de l'organisation d'une Conférence inclusive de paix ont été hautement appréciés par le Chef de l'état. [Agence France presse (AFP) du 15.12.2001, *L'Observateur* N°169 du 19.12.2001, *Le Progrès* du 11.12.2001, 17.12.2001 et 19.12.2001, *N'Djaména Hebdo* N°548 du 20 au 23.12.2001 et



N°648 du 09.02.2003].

Cependant, force est de constater que le Despote ne voulait pas en réalité de la tenue d'une **Conférence de paix inclusive** en lieu et place des **accords séparés de paix** ou **individuels** avec les organisations et/ou des personnalités afin d'affaiblir le front de l'opposition, permettant ainsi de perpétrer le système néocolonial criminel de la Françafrique au Tchad.

Animés de bonne volonté pour contribuer à trouver une solution pacifique aux problèmes de notre cher pays meurtri par tant de guerres et afin d'épargner les vies humaines, nous avons hélas, vécu in situ comme tant d'autres compatriotes avant et après nous la **duplicité congénitale** et **légendaire** du Dictateur Général Président Idriss Déby car nos démarches n'ont jamais abouti. Nous refusâmes toutes les manœuvres et sollicitations pour nous la signature d'un quelconque accord de paix séparé ou individuel. **Nous ne trahisons jamais l'idéal révolutionnaire communiste du combat politique de notre parti, ACTUS/prpe. Nous défendrons en toutes circonstances les intérêts des masses populaires tchadiennes contre l'exploitation capitaliste néocoloniale, incarnée par la Françafrique.**

Notre engagement infructueux dans le projet de la tenue d'une Conférence inclusive de paix, nous a édifié sur la nature intrinsèque du régime. Nous avons alors conclu objectivement que le tyran n'acceptera jamais la **paix** pour notre peuple car il est de **nature criminogène**. Dès lors, notre devoir en tant que citoyens responsables, qui aimons notre pays et avons une vision claire et un projet de société ambitieux pour le bien-être des masses populaires, avons décidé de prendre notre responsabilité de combattre par tous les moyens le **psychopathe** imposé par l'impérialisme français depuis 30 ans au peuple tchadien.

Eu égard à son entêtement maladif, son mépris congénital du peuple qu'il assassine en se réjouissant de la rivière de leur sang, nous affirmons que **seule la lutte armée de libération est la solution adéquate.**

**Nous réaffirmons que le Despote Idriss Déby est un criminel invétéré qui raffole de sang du peuple tchadien qui ne l'aime pas et il en est conscient. Les manifestations de joie pour accueillir les victoires militaires des Forces de résistance nationale dans toutes les localités libérées, démontrent à suffisance ce sentiment anti-Déby primaire. Il déteste le peuple par conséquent il est prédisposé à entraîner avec lui dans sa mort des populations entières.**

**C'est ainsi que le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby déclara à propos des ces scènes populaires hostiles : « Pour mourir, il ne faut pas mourir seul, Il faut entraîner aussi avec » [ Zoom Tchad 18.04. 20211]**

C'est dans ce registre macabre que se situe la disparition du Pr Ibni Oumar Mahamat Saleh en février 2008. En effet, encerclé dans son palais rose par les vaillants patriotes combattants des Forces de résistance nationale, tremblant comme une feuille morte à l'idée de ne pas mourir seul, le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby exécuta froidement le Leader de l'opposition démocratique tchadienne. Quelle lâcheté pour ce personnage pourtant qualifié de brave !

Rappelons par ailleurs, que de nombreux opposants qui ont signé **individuellement** des accords de paix avec le gouvernement du tyran, qui sont rentrés au bercail et ont rejoint la légalité (comme le claironne le régime en pareilles circonstances), ont été assassinés, embastillés ou contraints de s'exiler très loin de notre chère **Mère-patrie**, en l'occurrence le **TCHAD**.



## De ce qui précède, notre Parti ACTUS / prpe :

1 ► réitère son soutien indéfectible aux Camarades patriotes combattants des Forces de résistance du **FACT** dirigé par **Mahamat Mahamat Mahadi Ali**.

2 ► rend un hommage solennel à tous les Camarades résistants tombés sur le champ d'honneur pour la libération du peuple tchadien du Dictateur Maréchal Président Idriss Déby. La patrie vous sera leur sera reconnaissante

3 ► condamne avec fermeté le soutien inconditionnel militaire et criminel de l'impérialisme français Dictateur Maréchal Président Idriss Déby, contre le peuple tchadien. A cet effet, notre Parti, ACTUS/prpe réitère notre exigence du retrait inconditionnel, immédiat et la fermeture de toutes les bases militaires françaises du Tchad. Ces dernières sont un bouclier au service des dictateurs successifs, et contre la légitime aspiration du peuple à la démocratie, à la paix et au bien-être social

4 ► lance un appel solennel aux autres composants des Forces de résistance nationale (**UFDD,UFR, UFDDFCCMSR, FNDJT,UMDD,UNC...**) de mutualiser leurs opérations militaires afin de créer une synergie qui permettra de lancer et de gagner la mère des batailles, afin d'anéantit le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby et son régime.

5 ► lance un appel solennel aux Soldats, Sous-officiers et Officiers de l'Armée nationale tchadienne, de ne plus combattre contre vos frères d'Armes du FACT qui sont aux côtés du peuple martyrisé depuis 30 ans par le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby.

6 ► condamne fermement la domination politique, économique, militaire et monétaire de l'impérialisme français sur le Tchad. À cet effet, notre Parti, ACTUS/prpe réitère nos exigences de la sortie de la zone monétaire FCFA et la rupture de tous les accords coloniaux d'asservissement contraires aux intérêts légitimes du Tchad et des masses populaires tchadiennes

7 ► demande à la France et aux organisations internationales (ONU, Union Africaine, Union européenne) de cesser toute aide militaire, économique, politique et financière au régime du Dictateur Maréchal Président Idriss Déby

8 ► demande à la France réparation des crimes coloniaux et des conséquences dramatiques économiques, sociales de sa politique néocoloniale de la Françafrique

9 ► demande au peuple tchadien de compter sur nos propres forces, grâce à une mobilisation générale pour une lutte armée totale de libération, car il y va de notre survie.

10 ► lance un appel solennel : Aux Armes peuple tchadien ! À la guerre d'asservissement et d'extermination que nous livre le Dictateur Maréchal Président Idriss depuis 30ans, opposons-lui une légitime et légale guerre totale de libération nationale, pour la démocratie, la paix et le bien-être collectif.

Le préambule de la constitution de 1996 susmentionné nous l'autorise, nous devons nous l'approprier et le traduire en acte.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons car notre lutte est juste. C'est celle du droit fondamental de l'Homme, celui du droit à la vie, et à une vie décente humaine.

Le 19 Avril 2021

**Le Secrétaire Général d'ACTUS/prpe**  
**Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoum**

